



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

18 mai 2016

Le « roadshow » économique de la délégation présidentielle à Singapour continue de raviver la polémique autour de la saisie des 30 000 rondins de bois de rose dans la ville-Etat. A titre de rappel, le 15 février 2014, la cargaison avait quitté le port de Toamasina pour rejoindre le port de Jurong à Singapour, avant d'être transportée à Hong-Kong. Dans un premier procès, les importateurs ont été acquittés suite à la confirmation par les autorités malgaches de l'authenticité des documents. La décision d'acquiescement a ensuite été cassée par la justice singapourienne, et un deuxième procès est prévu se tenir dans les semaines à venir.

Politique interne

DECLARATION DE PATRIMOINE : JEAN ERIC RAKOTOARISOA RAPPELLE A L'ORDRE

Le président du Sénat, Honoré Rakotomanana, a déposé, hier, sa déclaration de patrimoine auprès de la Haute Cour Constitutionnelle. Jusqu'ici, seuls deux sénateurs se sont acquittés de cette obligation, à savoir le président du Sénat et le vice-président pour la province de Mahajanga, Ahmad. Du côté de l'Assemblée nationale, seuls 82 députés sur 151 se sont rendus à Ambohidahy pour déclarer leur patrimoine. « Nous avons toujours privilégié la sensibilisation, car lutter contre la corruption par le biais de la déclaration du patrimoine doit devenir une culture et non pas une simple obligation. Seulement voilà, il reste encore des personnes rétives ; aussi, nous allons faire un dernier rappel à l'ordre. Après quoi, il semblerait que nous serions obligés d'appliquer les sanctions », a déclaré le président de la HCC, Jean Eric Rakotoarisoa. Ce dernier a également saisi l'occasion pour rappeler que tous les membres du gouvernement, nouveaux comme redoublants, sont aussi soumis à cette obligation. Face à ce rappel à l'ordre, Honoré Rakotomanana a lancé un appel à tous les sénateurs qu'ils sont tenus de soumettre leur déclaration de patrimoine avant la fin de la session en cours. Comme le stipule la loi de 2004 sur la lutte contre la corruption, « tout assujéti à la déclaration de patrimoine et qui refuse de s'y soumettre encourt une peine de 6 mois à 5 ans d'emprisonnement et d'une amende allant de 10 à 40 millions d'Ariary, une fois les procédures de rappel épuisées. (Midi Madagasikara, p.2 ; L'Express de Madagascar, p.3 ; Madagascar-Laza, p.3 ; Les Nouvelles, p.3 ; Madagascar Matin, p.2)

- *Guy Rivo Randrianarisoa, Questeur en charge de la bonne gouvernance et de la Transparence au sein de l'Assemblée nationale, explique ce manque d'engouement des députés par une simple « négligence ou un oubli ». Il n'écarte cependant pas une réelle absence de volonté des parlementaires. (L'Express de Madagascar, p.3)*

REACTIONS CONCERNANT LES PERSPECTIVES DE DECHEANCE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Depuis quelques semaines, de nombreuses voix se sont levées pour dénoncer le non-respect de la Constitution par le Président de la République. Le 13 mai dernier, Lalatiana

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Rakotondrazafy, du parti Freedom, a invité le Parlement à enclencher une nouvelle procédure de mise en accusation du Chef de l'Etat, pouvant aboutir à sa déchéance. « L'acte mensonger commis par les tenants du pouvoir, lors du limogeage de l'ancien Premier ministre Jean Ravelonarivo et la nomination de son successeur Solonandrasana Olivier Mahafaly figurent parmi les fautes lourdes » dénoncées par la formation politique. Parallèlement, des rumeurs de déchéance du Président de la République ont refait surface au sein de la Chambre basse. Jusqu'à la semaine dernière, près de 70 signatures auraient été recueillies. (Madagascar-Laza, p.3 ; Les Nouvelles, p.3)

- Interviewé par les journalistes, le président de la HCC, Jean Eric Rakotoarisoa, a rétorqué qu'il s'agit de « déclarations politiques ». (Madagascar-Laza, p.3)
- « Cette rumeur de destitution n'est pas un fait nouveau », relativise Jean Max Rakotomamonjy, président de l'Assemblée nationale. « Il y a toujours ceux qui tentent de perturber la session en polémiquant sur ce sujet », a-t-il indiqué. (L'Express de Madagascar, p.5 ; Les Nouvelles, p.3)
- De l'avis de Rivo Rakotovao, président du parti Hery Vaovao ho an'i Madagasikara, plusieurs étapes ont déjà été franchies par le régime actuel et plusieurs réalisations ont déjà été mises en œuvre dans le cadre de l'instauration de l'apaisement et de la stabilité à Madagascar. « Nous n'accepterons jamais une quelconque forme de déstabilisation visant à instaurer une nouvelle crise politique à Madagascar. Je me demande d'ailleurs, si ces entités politiques ont des projets concrets pour l'avenir de la Nation ou se contenteront-elles juste de destituer le régime », a-t-il souligné. (Madagascar-Laza, p.3)

Economie et société

VIRUS ZIKA A MADAGASCAR : DEMENTI FORMEL DU MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE

Le ministère français des Affaires étrangères a déclaré, le week-end dernier, dans la rubrique « Conseils aux voyageurs », que Madagascar était touché par le virus Zika. L'information a été relayée par les réseaux sociaux et la presse locale, ce qui a fait réagir le ministre de la Santé publique, Mamy Lalatiana Andriamanarivo. « Aucun cas suspect n'a été relevé ces dernières semaines et aucun prélèvement pour suspicion de Zika n'est parvenu à l'Institut Pasteur de Madagascar, organisme de référence en matière de diagnostic de la Zika (...) L'information qui a circulé sur le site est erronée et va être rectifiée par l'ambassade de France », a-t-il déclaré, hier, lors d'une conférence de presse aux côtés des représentants de l'Institut Pasteur et de l'Organisation Mondiale de la Santé. La conseillère régionale santé auprès de l'ambassade de France à Madagascar, pour sa part, a indiqué que l'ambassade a fait le nécessaire pour que le message soit modifié. (Midi Madagasikara, p.17 ; L'Express de Madagascar, p.11 ; Madagascar-Laza, p.4 ; Les Nouvelles, p.4 ; Tia Tanindrazana, p.3)

- Interrogé par les journalistes au sujet de la prolifération du virus Zika, le Premier ministre a spécifié qu'il n'a eu vent des informations que par le biais de la presse. Solonandrasana Olivier Mahafaly a ensuite, tenté de rassurer l'opinion publique en

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



indiquant qu'il allait s'informer auprès du ministre de la Santé publique. (L'Express de Madagascar, p.5)

- *Madagascar Matin n'a pas manqué de dramatiser la situation, en soulignant que « la fausse information a semé le trouble dans l'esprit des citoyens malgaches et des étrangers qui ont voulu rejoindre la Grande île ». Il soutient que la publication de cette nouvelle a eu un impact négatif sur le secteur tourisme, avec le témoignage d'opérateurs à l'appui. (p.3)*

MOUVEMENT DE CONTESTATION : LA LUTTE SYNDICALE EN PERTE DE VITESSE

Le blocage de la machine administrative annoncé par l'Alliance des fédérations et des organisations syndicales ou Afo sendikaly n'a pas été suivi. Les départements ministériels ont continué de tourner normalement, hier. C'est pourtant avec assurance que Florentin Ramamonjisoa, de la plateforme, avait annoncé le 10 mai au gymnase de Mahamasina que « tous les fonctionnaires, notamment les syndicalistes, suivront la consigne de l'Afo sendikaly ». Interviewé par L'Express de Madagascar et La Gazette de la Grande île, Maharavo Tolojanahary, Coordinateur de l'Alliance souligne malgré tout que la lutte continue. « Nous adopterons une nouvelle stratégie », a-t-il souligné, notamment à travers le dépôt de plaintes nominatives. Il annonce en effet, que « plusieurs entités ont apporté de nouvelles preuves sur les cas de corruption de haut niveau depuis le 13 mai ». (p.5 et p.13)

Foyer de tension

AFFRONTEMENTS ENTRE ETUDIANTS A MAHAJANGA : 2 BLOCS INCENDIES, 4 BLESSES

Le campus universitaire de Mahajanga a, de nouveau, été le théâtre de heurts, hier, dans la matinée. La destruction d'une conduite d'eau qui dessert l'une des habitations des étudiants de Mahajanga a provoqué une bagarre entre les étudiants originaires de la région Boeny et les étudiants natifs de la région Sofia. Le fait a été imputé à un étudiant originaire de la région Sofia. Mécontents de cette accusation, 300 étudiants de Sofia, munis d'armes et de pierres ont voulu « donner une leçon » aux natifs de Mahajanga. Les affrontements ont duré une bonne partie de la matinée. Dans le tumulte, quatre étudiants ont été grièvement blessés, deux blocs ont été incendiés et deux individus ont été interpellés par les éléments des forces de l'ordre venus sur place. Des négociations seraient réalisées en coulisse pour éviter de nouveaux affrontements. Mais même si le calme est revenu en fin de journée, la tension reste vive. La Vérité et L'Observateur (p.11 et p.7) se sont contentés de dresser un compte-rendu de la situation, en s'abstenant de prendre partie.

Relations internationales

SINGAPOUR : UNE VISITE ESSENTIELLEMENT AXEE SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



La délégation malgache conduite par Hery Rajaonarimampianina a foulé le sol singapourien, hier, pour une visite officielle dans le cadre d'un « roadshow » économique. Le numéro un malgache a été reçu par le vice-Premier ministre Teo Chee Hean. Ce fut une occasion pour les deux personnalités d'évoquer la coopération entre les deux pays, notamment dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, des infrastructures et du tourisme. La délégation malgache assistera à partir de ce jour au « Madagascar Singapore business forum ». « L'objectif est d'inciter les opérateurs économiques étrangers à investir dans la Grande Ile », a expliqué le Chef de l'Etat lors d'une interview. Il a également profité de l'occasion pour taire les nombreuses rumeurs sur les enjeux de ce déplacement. « Aucun programme lié à une quelconque affaire de bois de rose ne figure à l'ordre du jour de cette visite. Ce sujet ne sera même pas évoqué, malgré les rencontres prévues avec le Premier ministre et le Président singapouriens » a-t-il laissé entendre. De son côté, le Directeur général du Bureau Indépendant Anti-Corruption, Jean Louis Andriamifidy, dont la présence au sein de la délégation a intrigué l'opinion publique, a spécifié qu'il a fait le voyage dans le but de collaborer avec les autorités locales, notamment pour mettre fin aux trafics des ressources naturelles. (Midi Madagasikara, p.3 ; Madagascar-Laza, p.3 ; Les Nouvelles, p.4)

- **L'Express de Madagascar** estime que « le Président de la République pourrait du moins, profiter de son voyage à Singapour pour témoigner auprès de la justice singapourienne de la collaboration pleine et entière de l'Etat malgache » dans le traitement de l'affaire. Dans un dossier de deux pages, le quotidien rappelle qu'il est le seul à pouvoir témoigner contre les signataires des documents ayant permis l'exportation de 30 000 rondins de bois de rose dans la ville-Etat. Revenant aux faits, la société Kong Hoo avait produit neuf documents émanant des autorités malgaches pour justifier l'importation des rondins. Après moult versions contradictoires du ministère de l'Environnement, le ministre de l'époque, Anthelme Ramparany, avait déclaré qu'ils étaient authentiques. Il a pourtant ensuite été désavoué par le Chef du gouvernement, Jean Ravelonarivo. Ce dernier ayant été démis de ses fonctions, seul le Président de la République peut clarifier la question auprès de la justice singapourienne. (p.20 et 21)
- **Madagascar Matin** a focalisé son attention sur la contradiction des discours tenus par les autorités malgaches. Le quotidien conclut qu'un membre du gouvernement de Kolo Roger a bel et bien couvert et blanchi une exportation illicite de bois de rose et interpelle le Bureau Indépendant anti-corruption à ce sujet. (p.4)
- **La Vérité** a rapporté le contenu d'un document de 52 pages relatant d'une manière chronologique, les péripéties de l'affaire relative à l'exportation de ces 30 000 rondins de bois de rose. Le quotidien livre « les noms des acteurs malgaches qui sont intervenus dans l'affaire, à différents titres. Il s'agit de Zakaria Soihili, gérant d'Alza Import-Export SARL, de Jean-Claude Rabemanantsoa, ancien directeur général de l'Environnement, de Jean Ravelonarivo, ancien Premier ministre et d'Anthelme Ramparany, ancien ministre de l'Environnement ». Au terme de ce procès, l'on saura le sort que réservera la justice singapourienne à la lettre d'Anthelme Ramparany du 9 janvier 2015, contredisant ouvertement celles du directeur général de l'Environnement de mars 2014 et du Premier ministre du 10 janvier 2016, lesquelles ont nié l'authenticité du document d'exportation. (p.3)
- **L'Observateur** se demande si l'opération de charme menée par le Président de la

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



République auprès des autorités de Singapour n'a pas pour objectif « d'étouffer » l'affaire des bois de rose. Dans un encadré, le quotidien a informé les lecteurs de l'origine et de l'évolution de l'affaire. (p.3)

- **Tia Tanindrazana** partage la même inquiétude. Le quotidien trouve d'ailleurs étrange que ce « roadshow » économique ne relève pas de l'initiative de la Présidence, mais que le Chef d'Etat ait été « invité » à rejoindre Singapour. Il craint ainsi que l'affaire soit éludé comme celle des rondins saisis à Maurice. (p.3)

8 MILLIONS DE DOLLARS POUR LA LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE

L'insuffisance de précipitation dans le Sud du pays, causée par le phénomène El Nino, menace de porter un coup dur sur l'agriculture de cette partie de l'île. Selon les prévisions, les récoltes seront largement en dessous de la moyenne, surtout dans la région Androy. Une crise sévère est attendue, avec un pic au cours de la période de soudure de 2017. Afin de redresser la situation, les Etats-Unis ont injecté une aide additionnelle de 8 millions de dollars dans son volet assistance humanitaire d'urgence, à la population victime de sécheresse dans le Sud. Le programme y afférant sera mis en œuvre par le Programme Alimentaire Mondial et soutenus par l'Agence Américaine pour le Développement International ou USAID. Une forte délégation américaine, a été reçue hier par le Premier ministre Olivier Solonandrasana Mahafaly. Le Chef du gouvernement a félicité cet engagement américain qu'il assimile « au premier geste des partenaires internationaux après l'appel du Secrétaire général des Nations Unies lors de sa visite à Madagascar ». (Madagascar-Laza, p.2 ; Les Nouvelles, p.5 ; Madagascar Matin, p.9 ; La Gazette de la Grande île, p.4, L'Observateur, p.4)

Un peu d'humour



L'Observateur, p. 1

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

